

DROIT PRIVÉ

PRÉCIS

# Procédure pénale

16<sup>e</sup> édition

Gaston Stefani  
Georges Levasseur  
Bernard Bouloc

DA|LOZ  
DELTA

SOMMAIRE

DR 32

# Procédure pénale



16<sup>e</sup> édition  
1996

24765  $\frac{2}{2}$

**Gaston Stefani**  
**Georges Levasseur**

Professeurs honoraires à l'Université  
de droit, d'économie et de sciences sociales de Paris

**Bernard Bouloc**

Professeur à l'Université de Paris I (Panthéon-Sorbonne)

DELTA

**DALLOZ**

**DELTA**

# TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION .....	1
Caractère judiciaire de la réaction sociale .....	1
La procédure pénale .....	1
Importance de la procédure pénale .....	2
Procès pénal et procès civil .....	2
SECTION 1. — <b>Les caractères généraux de la procédure pénale</b> .....	3
§ 1. — <i>Les caractères généraux de la procédure pénale par rapport au droit pénal</i> .....	4
A. — La détermination des lois de procédure .....	5
B. — Le régime particulier des lois de procédure .....	7
1. — L'application des lois de procédure dans le temps .....	8
2. — L'interprétation des lois de procédure .....	10
§ 2. — <i>Les caractères généraux de la procédure pénale par rapport à la procédure civile</i> .....	12
A. — Les caractères communs au procès pénal et au procès civil ..	13
1. — Le procès pénal et le procès civil sont jugés par des juridictions de l'ordre judiciaire .....	14
a) Les juridictions civiles et les juridictions répressives : juridictions de l'ordre judiciaire .....	14
b) L'identité de composition des juridictions civiles et des juridictions répressives .....	15
2. — Le procès pénal et le procès civil sont soumis aux règles de jugement communes aux juridictions de l'ordre judiciaire ..	18
a) La règle de la collégialité et ses exceptions .....	18
b) La règle du double degré de juridiction .....	20
c) Contrôle de la Cour de cassation .....	23
B. — Les caractères particuliers du procès pénal .....	24
1. — Caractères particuliers tenant à l'importance du procès pénal .....	24
a) Règles particulières en matière de preuves .....	24
1° La recherche des preuves en matière pénale .....	24
2° La théorie générale des preuves en matière pénale ....	26
b) Particularités de la procédure de jugement .....	41
1° Le jugement suppose la présence du prévenu ou de l'accusé .....	41

2° Le caractère contradictoire de la procédure de jugement .....	42
c) Particularités concernant la décision répressive et son exécution .....	43
1° Les voies de recours contre la décision répressive .....	44
2° L'exécution de la décision répressive .....	45
2. — Caractères particuliers tenant à la complexité du procès pénal .....	46
a) La multiplicité des phases du procès pénal .....	46
b) La diversité des organes du procès pénal .....	47
c) La séparation des fonctions .....	48
3. — Caractères particuliers tenant aux engagements internationaux .....	50
a) Le tribunal indépendant et impartial .....	51
b) Le délai raisonnable .....	53
<b>SECTION 2. — Histoire de la procédure pénale .....</b>	<b>55</b>
§ 1. — <i>La procédure de type accusatoire</i> .....	56
A. — Le déclenchement des poursuites .....	57
B. — Les juridictions répressives .....	58
1. — Principes d'organisation judiciaire dans la procédure accusatoire .....	58
2. — L'évolution de la procédure accusatoire en France .....	59
C. — La marche du procès pénal et les preuves .....	61
§ 2. — <i>La procédure de type inquisitoire</i> .....	62
A. — Mise en mouvement de l'action publique .....	64
B. — Instruction préparatoire .....	65
C. — L'instruction définitive et l'audience .....	66
D. — Les voies de recours .....	67
§ 3. — <i>Le droit intermédiaire et le Code d'instruction criminelle</i> .....	67
A. — Les réformes tardives apportées par l'Ancien régime .....	67
B. — Le droit intermédiaire .....	69
1. — Le système de l'Assemblée Constituante .....	69
2. — Les réformes du Code du 3 Brumaire An IV .....	70
3. — Les réformes du Directoire .....	70
C. — Le Code d'instruction criminelle .....	71
1. — Le type de procédure adopté .....	71
2. — Les principes fondamentaux .....	72
D. — Evolution de la procédure pénale depuis le Code d'instruction criminelle .....	73

1. — La Restauration et la Monarchie de Juillet .....	73
2. — Le Second Empire .....	74
3. — La Troisième République .....	75
a) Accroissement des garanties de la liberté individuelle .....	75
b) Réaction de la période 1935-1945 .....	76
§ 4. — <i>Le code de procédure pénale</i> .....	77
A. — Les problèmes posés après la Libération .....	77
B. — La promulgation du Code de procédure pénale .....	79
1. — Contenu du Code de procédure pénale .....	79
2. — Esprit du Code de procédure pénale .....	81
3. — Evolution depuis le Code de procédure pénale .....	82
C. — Influence de normes supralégislatives .....	86
BIBLIOGRAPHIE GÉNÉRALE .....	89

## PREMIÈRE PARTIE

## L'OBJET DU PROCÈS PÉNAL

(L'action publique et l'action civile) .....	97
--	----

<b>CHAPITRE 1. — L'ACTION PUBLIQUE. Objet principal du procès pénal</b>	<b>103</b>
<b>SECTION 1. — L'exercice de l'action publique .....</b>	<b>103</b>
§ 1. — <i>Les sujets de l'action publique</i> .....	104
A. — Le sujet passif de l'action publique .....	104
B. — Le sujet actif de l'action publique .....	105
1. — Le Ministère public .....	106
a) La composition du Ministère public .....	107
b) La condition et les caractères du Ministère public .....	109
c) Rôle et situation du Ministère public dans le procès pénal .....	114
2. — Les fonctionnaires de certaines administrations .....	117
a) Les administrations dotées du pouvoir d'exercer l'action publique .....	118
b) L'exercice de l'action publique par les administrations ..	118
c) Caractère particulier de l'action publique exercée par les administrations .....	120
§ 2. — <i>Les conditions d'exercice de l'action publique</i> .....	121
§ 3. — <i>Les modes d'exercice de l'action publique</i> .....	121
A. — L'avertissement .....	121
B. — La citation directe .....	122

2° Le caractère contradictoire de la procédure de jugement .....	42
c) Particularités concernant la décision répressive et son exécution .....	43
1° Les voies de recours contre la décision répressive .....	44
2° L'exécution de la décision répressive .....	45
2. — Caractères particuliers tenant à la complexité du procès pénal .....	46
a) La multiplicité des phases du procès pénal .....	46
b) La diversité des organes du procès pénal .....	47
c) La séparation des fonctions .....	48
3. — Caractères particuliers tenant aux engagements internationaux .....	50
a) Le tribunal indépendant et impartial .....	51
b) Le délai raisonnable .....	53
<b>SECTION 2. — Histoire de la procédure pénale .....</b>	<b>55</b>
§ 1. — <i>La procédure de type accusatoire</i> .....	56
A. — Le déclenchement des poursuites .....	57
B. — Les juridictions répressives .....	58
1. — Principes d'organisation judiciaire dans la procédure accusatoire .....	58
2. — L'évolution de la procédure accusatoire en France .....	59
C. — La marche du procès pénal et les preuves .....	61
§ 2. — <i>La procédure de type inquisitoire</i> .....	62
A. — Mise en mouvement de l'action publique .....	64
B. — Instruction préparatoire .....	65
C. — L'instruction définitive et l'audience .....	66
D. — Les voies de recours .....	67
§ 3. — <i>Le droit intermédiaire et le Code d'instruction criminelle</i> .....	67
A. — Les réformes tardives apportées par l'Ancien régime .....	67
B. — Le droit intermédiaire .....	69
1. — Le système de l'Assemblée Constituante .....	69
2. — Les réformes du Code du 3 Brumaire An IV .....	70
3. — Les réformes du Directoire .....	70
C. — Le Code d'instruction criminelle .....	71
1. — Le type de procédure adopté .....	71
2. — Les principes fondamentaux .....	72
D. — Evolution de la procédure pénale depuis le Code d'instruction criminelle .....	73

1. — La Restauration et la Monarchie de Juillet .....	73
2. — Le Second Empire .....	74
3. — La Troisième République .....	75
a) Accroissement des garanties de la liberté individuelle .....	75
b) Réaction de la période 1935-1945 .....	76
§ 4. — <i>Le code de procédure pénale</i> .....	77
A. — Les problèmes posés après la Libération .....	77
B. — La promulgation du Code de procédure pénale .....	79
1. — Contenu du Code de procédure pénale .....	79
2. — Esprit du Code de procédure pénale .....	81
3. — Evolution depuis le Code de procédure pénale .....	82
C. — Influence de normes supralégislatives .....	86
<b>BIBLIOGRAPHIE GÉNÉRALE .....</b>	<b>89</b>

## PREMIÈRE PARTIE

## L'OBJET DU PROCÈS PÉNAL

(L'action publique et l'action civile) .....	97
--	----

<b>CHAPITRE 1. — L'ACTION PUBLIQUE. Objet principal du procès pénal</b>	<b>103</b>
<b>SECTION 1. — L'exercice de l'action publique .....</b>	<b>103</b>
§ 1. — <i>Les sujets de l'action publique</i> .....	104
A. — Le sujet passif de l'action publique .....	104
B. — Le sujet actif de l'action publique .....	105
1. — Le Ministère public .....	106
a) La composition du Ministère public .....	107
b) La condition et les caractères du Ministère public .....	109
c) Rôle et situation du Ministère public dans le procès pénal .....	114
2. — Les fonctionnaires de certaines administrations .....	117
a) Les administrations dotées du pouvoir d'exercer l'action publique .....	118
b) L'exercice de l'action publique par les administrations .....	118
c) Caractère particulier de l'action publique exercée par les administrations .....	120
§ 2. — <i>Les conditions d'exercice de l'action publique</i> .....	121
§ 3. — <i>Les modes d'exercice de l'action publique</i> .....	121
A. — L'avertissement .....	121
B. — La citation directe .....	122

C. — Le réquisitoire introductif .....	123
D. — Le mode de poursuite en cas de délit et de crime flagrants ..	124
<b>SECTION 2. — L'extinction de l'action publique .....</b>	<b>125</b>
§ 1. — <i>Les causes d'extinction particulières à l'action publique .....</i>	<i>126</i>
A. — Le décès du délinquant .....	126
B. — L'amnistic et l'abrogation de la loi pénale .....	127
§ 2. — <i>Les causes d'extinction communes à l'action publique et à l'action civile .....</i>	<i>130</i>
A. — Les causes exceptionnelles d'extinction .....	130
1. — La transaction .....	130
2. — Le retrait de la plainte .....	132
B. — Les causes normales d'extinction de l'action publique .....	132
1. — La chose jugée .....	132
2. — La prescription de l'action publique .....	133
a) Fondement de la prescription .....	133
b) Caractères de la prescription .....	134
c) Les conditions de la prescription de l'action publique .....	135
1° Le délai de la prescription .....	136
2° L'interruption de la prescription .....	140
3° La suspension de la prescription .....	148
d) Les effets de la prescription de l'action publique .....	151
<b>CHAPITRE 2. — L'ACTION CIVILE. Objet accessoire du procès pénal ..</b>	<b>153</b>
<b>SECTION 1. — Les conditions d'exercice de l'action civile .....</b>	<b>157</b>
§ 1. — <i>Les conditions requises chez le demandeur à l'action .....</i>	<i>158</i>
A. — Le demandeur à l'action est la victime .....	158
1. — La capacité d'agir .....	158
a) Le droit d'agir en justice .....	158
b) La capacité d'exercice du droit d'agir en justice .....	159
2. — L'intérêt à agir .....	161
a) L'intérêt à agir des personnes physiques .....	162
b) L'intérêt à agir des personnes morales .....	171
1° L'action civile des syndicats et des ordres professionnels .....	172
2° L'action civile des associations .....	179
3° L'action civile des personnes morales publiques .....	186
B. — L'action civile exercée par une autre personne que la victime elle-même .....	188
1. — L'action civile des créanciers de la victime .....	189

2. — L'action civile du cessionnaire et des tiers subrogés dans les droits de la victime .....	189
3. — L'action civile des héritiers de la victime .....	194
§ 2. — <i>Les conditions requises chez le défendeur à l'action .....</i>	<i>197</i>
A. — Les défendeurs à l'action civile .....	197
1. — Les héritiers du délinquant .....	197
2. — Les tiers civilement responsables .....	198
a) La notion de tiers civilement responsable, au regard de la procédure pénale .....	198
b) La situation du tiers civilement responsable .....	201
3. — L'action civile contre l'administration .....	202
4. — Le tiers susceptible d'être atteint par les effets patrimoniaux de la condamnation pénale .....	206
5. — L'assureur de l'auteur d'une infraction d'homicide ou de blessures involontaires .....	207
B. — La capacité du défendeur à l'action civile .....	209
<b>SECTION 2. — L'exercice de l'action civile .....</b>	<b>210</b>
§ 1. — <i>Le droit d'option de la partie lésée .....</i>	<i>210</i>
A. — Fondement et conditions du droit d'option .....	211
1. — Le fondement du droit d'option .....	211
2. — Les conditions du droit d'option .....	212
a) Ouverture concurrente des deux voies .....	212
b) Dommage résultant de l'infraction et ayant pour fondement l'infraction .....	215
c) Existence de l'action publique .....	219
B. — L'irrévocabilité de l'option .....	220
1. — Le fondement de l'irrévocabilité de l'option .....	220
2. — L'application de l'irrévocabilité de l'option .....	221
§ 2. — <i>L'exercice de l'action civile devant le tribunal répressif .....</i>	<i>224</i>
A. — Les modes d'exercice de l'action civile devant le tribunal répressif .....	225
1. — L'intervention .....	226
2. — L'action .....	227
a) Déclenchement de l'action publique .....	230
b) La victime partie au procès pénal .....	233
B. — Le jugement de l'action civile par la juridiction répressive ..	234
§ 3. — <i>L'exercice de l'action civile devant le tribunal civil .....</i>	<i>236</i>
A. — Le sursis au jugement de l'action civile .....	237
1. — Le fondement du sursis au jugement .....	238
2. — Les conditions du sursis au jugement .....	238
3. — Les conséquences du sursis au jugement .....	242

B. — L'autorité sur le civil de la chose jugée au criminel .....	243
<b>SECTION 3. — L'extinction de l'action civile .....</b>	<b>244</b>
§ 1. — <i>L'extinction de l'action civile par voie principale</i> .....	244
A. — Les causes d'extinction par voie principale .....	244
B. — Les conséquences de l'extinction par voie principale .....	246
§ 2. — <i>L'extinction de l'action civile par voie de conséquence</i> .....	248
A. — La prescription de l'action civile devant le tribunal répressif .	248
1. — Les limitations jurisprudentielles antérieures à la loi du 23 décembre 1980 .....	249
2. — La prescription de l'action civile depuis la loi du 23 décembre 1980 .....	252
B. — L'extinction de l'action civile par la chose jugée au répressif .	253
<b>SECTION 4. — L'indemnisation des victimes de certains dommages .</b>	<b>256</b>
§ 1. — <i>L'indemnisation de certaines victimes de dommages résultant d'une infraction</i> .....	257
A. — Les conditions du recours en indemnité .....	258
1. — Conditions tenant à la nature du préjudice .....	258
2. — Conditions tenant à la victime .....	260
B. — La procédure et le jugement du recours en indemnité .....	262
1. — La commission compétente .....	262
2. — Saisine de la commission .....	262
3. — Instruction de la demande .....	264
4. — Décision sur la demande d'indemnité .....	265
5. — Recours .....	267
§ 2. — <i>L'indemnisation des victimes d'actes de terrorisme</i> .....	268
A. — Les bénéficiaires de l'indemnisation .....	268
B. — Les dommages réparables .....	269
C. — Mise en œuvre de l'indemnisation .....	269
§ 3. — <i>L'indemnisation des victimes d'accidents de la circulation</i> ...	271
<b>BIBLIOGRAPHIE .....</b>	<b>274</b>

## DEUXIÈME PARTIE

<b>LES ORGANES DU PROCÈS PÉNAL .....</b>	<b>283</b>
<b>CHAPITRE 1. — LES ORGANES DE POLICE (La police judiciaire) .....</b>	<b>285</b>
<b>SECTION 1. — Notions sur l'organisation administrative de la police .</b>	<b>289</b>
§ 1. — <i>La police</i> .....	292
A. — La police nationale .....	293
B. — La préfecture de police .....	297
§ 2. — <i>La gendarmerie</i> .....	298
<b>SECTION 2. — Le corps et les attributions de la police judiciaire .....</b>	<b>301</b>
§ 1. — <i>La composition de la police judiciaire</i> .....	301
A. — Les officiers de police judiciaire .....	303
B. — Les agents de la police judiciaire .....	305
C. — Les fonctionnaires et agents chargés de fonctions de police judiciaire .....	306
§ 2. — <i>Les attributions de la police judiciaire</i> .....	308
A. — Découverte des infractions .....	310
1. — Réception et transmission des plaintes et dénonciations	310
2. — Constatation des infractions par procès-verbaux .....	311
3. — Exécution des contrôles d'identité .....	313
a) Cas de contrôle d'identité .....	315
b) Etablissement de l'identité .....	316
c) Vérification de l'identité .....	317
B. — Les enquêtes de la police judiciaire .....	318
1. — L'enquête en cas d'infraction flagrante .....	318
a) Investigations et perquisitions .....	321
b) Saisies .....	324
c) Expertises .....	325
d) Auditions des témoins et des suspects .....	325
e) Mesures concernant la liberté des personnes .....	326
f) Intervention éventuelle du Procureur de la République et du juge d'instruction .....	331
2. — L'enquête préliminaire .....	334
3. — Exécution des commissions rogatoires et des mandats ...	342
§ 3. — <i>Le contrôle et la responsabilité de la police judiciaire</i> .....	342
A. — Mesures de contrôle .....	343
B. — Responsabilité pénale .....	344

C. — Responsabilité civile .....	346
<b>SECTION 3. — Les pouvoirs de police judiciaire conférés à certaines autorités</b> .....	347
§ 1. — <i>Autorités judiciaires</i> .....	347
§ 2. — <i>Autorités administratives</i> .....	349
A. — Limitations apportées aux pouvoirs de police judiciaire du préfet .....	350
B. — Sanction de l'action du préfet .....	351
BIBLIOGRAPHIE .....	351
<b>CHAPITRE 2. — LES ORGANES DE JUSTICE (Les juridictions répressives)</b> .....	358
<b>SECTION 1. — L'organisation et le rôle des juridictions répressives</b> ..	358
§ 1. — <i>Les juridictions d'instruction</i> .....	359
A. — Le juge d'instruction .....	360
1. — Nomination et désignation .....	360
2. — Le rôle du juge d'instruction .....	361
a) Le ressort territorial de la juridiction du juge d'instruction .....	362
b) Les attributions du juge d'instruction .....	362
3. — L'indépendance du juge d'instruction .....	363
B. — La Chambre d'accusation .....	366
1. — Composition de la Chambre d'accusation .....	367
2. — Procédure suivie devant la Chambre d'accusation .....	368
3. — Le rôle de la Chambre d'accusation .....	371
§ 2. — <i>Les juridictions de jugement</i> .....	373
A. — Les juridictions de droit commun .....	374
1. — Le tribunal de police .....	375
2. — Le tribunal correctionnel .....	376
3. — La Cour d'appel (Chambre des appels correctionnels) .....	379
4. — La Cour d'assises .....	380
a) Les caractères de la Cour d'assises .....	380
b) La composition de la Cour d'assises .....	381
1° La Cour proprement dite .....	381
2° Le jury .....	383
3° Les pouvoirs respectifs du jury et de la Cour .....	387
c) La compétence de la Cour d'assises .....	389
5. — La Cour de cassation .....	390
B. — Les juridictions d'exception .....	392
1. — Les juridictions pour mineurs .....	392

a) Le juge des enfants .....	393
b) Le tribunal pour enfants .....	393
c) La chambre spéciale de la Cour d'appel .....	395
d) La Cour d'assises des mineurs .....	395
2. — Les juridictions spécialisées pour les infractions militaires .....	396
3. — Les tribunaux maritimes commerciaux .....	400
4. — La Haute Cour de Justice .....	400
5. — La Cour de Justice de la République .....	401
6. — Tribunaux civils et tribunaux administratifs .....	402
<b>SECTION 2. — La compétence des juridictions répressives</b> .....	403
§ 1. — <i>Les règles générales de compétence</i> .....	404
A. — La compétence internationale des juridictions répressives françaises .....	405
1. — L'infraction commise à l'étranger par un Français .....	407
2. — L'infraction commise à l'étranger par un étranger .....	409
3. — Loi applicable et compétence .....	410
B. — La compétence interne des juridictions répressives françaises .....	411
1. — La compétence personnelle ou « <i>ratione personæ</i> » .....	412
2. — La compétence matérielle ou « <i>ratione materiæ</i> » .....	415
a) Les règles de compétence matérielle, d'après la nature de l'infraction .....	415
b) La détermination de la nature de l'infraction (la qualification des infractions) .....	418
3. — La compétence territoriale ou « <i>ratione loci</i> » .....	420
§ 2. — <i>La sanction des règles de compétence</i> .....	424
A. — La décision juridictionnelle d'incompétence .....	424
1. — Décision de la juridiction d'instruction .....	424
2. — Décision de la juridiction de jugement .....	425
B. — Les conflits de compétence .....	426
1. — Les conflits d'attribution .....	426
2. — Les conflits de juridictions .....	428
§ 3. — <i>Les dérogations aux règles de compétence</i> .....	429
A. — Les dérogations à la compétence matérielle et personnelle des juridictions répressives .....	430
1. — La correctionnalisation judiciaire .....	430
a) Les procédés de correctionnalisation .....	430
b) La valeur de la correctionnalisation judiciaire .....	432
2. — La plénitude de juridiction de la Cour d'assises .....	433
3. — La règle « le juge de l'action est le juge de l'exception » ..	434
a) Le sens et la raison d'être de la règle .....	434
b) Les dérogations à la règle : les exceptions préjudicielles au jugement .....	435

1° Les diverses exceptions préjudicielles .....	436
2° Les effets des questions préjudicielles .....	443
4. — La prorogation légale de compétence .....	443
a) Les cas de prorogation de compétence .....	444
b) Les effets de la prorogation légale de compétence .....	446
B. — Les dérogations à la compétence territoriale des juridictions répressives .....	447
1. — Plénitude de juridiction de la Cour d'assises, indivisibilité et connexité .....	447
2. — Crimes et délits commis par des magistrats, des avocats et certains fonctionnaires .....	447
3. — Dérogation en matière d'abandon pécuniaire de famille .....	448
4. — Dérogation aux règles de compétence territoriale en matière économique et financière .....	448
5. — Dérogation aux règles de compétence territoriale en matière de terrorisme .....	449
6. — Renvoi d'un tribunal à un autre .....	449
BIBLIOGRAPHIE .....	451

### TROISIÈME PARTIE

#### LE DÉROULEMENT DU PROCÈS PÉNAL .....

455

#### CHAPITRE 1. — LA POURSUITE .....

457

##### SECTION 1. — La décision sur la poursuite .....

457

###### § 1. — *L'auteur de la décision* .....

457

###### A. — La décision prise par le ministère public .....

458

###### B. — La décision prise par la victime .....

460

###### § 2. — *Les éléments de la décision* .....

462

###### A. — Examen de la légalité de la poursuite .....

462

###### B. — Examen de l'opportunité des poursuites .....

464

###### § 3. — *Le sens de la décision* .....

467

###### A. — Les divers partis ouverts au choix de l'autorité compétente ...

467

###### B. — La liberté d'appréciation et de décision laissée au procureur de la République .....

470

###### 1. — Le principe de la libre décision .....

470

###### 2. — Les exceptions au principe .....

470

###### a) Limites à la liberté de poursuivre .....

471

###### 1° Nécessité exceptionnelle d'une plainte de la victime .....

471

2° Nécessité exceptionnelle d'une plainte de l'administration .....	472
3° Nécessité d'un avis ou d'une autorisation .....	474
4° Solution préalable d'une question préjudicielle à l'action .....	477
b) Limites à la liberté de ne pas poursuivre .....	478

#### SECTION 2. L'exécution de la décision de poursuite .....

479

##### § 1. — *L'information* .....

480

###### A. — Cas dans lesquels il y a lieu à information .....

480

###### B. — Utilisation de l'information par le ministère public .....

482

###### C. — Utilisation de l'information par la partie lésée .....

484

###### D. — Effets de l'utilisation du procédé de l'information .....

489

##### § 2. — *La citation directe* .....

489

###### A. — Cas où il y a lieu à citation directe .....

490

###### B. — Conditions de forme de la citation directe .....

491

###### C. — Effets de la citation directe .....

493

##### § 3. — *Procédure spéciale en cas de flagrant délit ou d'infraction simple* .....

494

#### BIBLIOGRAPHIE .....

497

#### CHAPITRE 2. — L'INSTRUCTION PRÉPARATOIRE .....

499

##### SECTION 1. — La saisine et le dessaisissement du juge d'instruction .....

504

###### § 1. — *Les modalités de la saisine* .....

504

###### § 2. — *Les effets de la saisine* .....

504

###### § 3. — *Le dessaisissement du juge d'instruction* .....

509

##### SECTION 2. — Les pouvoirs d'instruction du juge d'instruction .....

512

###### § 1. — *Les pouvoirs d'instruction exercés directement par le juge d'instruction* .....

515

###### A. — Constatations matérielles .....

516

###### B. — Audition de certaines personnes .....

516

###### 1. — Audition des témoins .....

516

###### 2. — Interrogatoire de la personne mise en examen .....

521

###### 3. — Audition de la partie civile .....

528

C. — Perquisitions, saisies et autres mesures contre la propriété, l'activité professionnelle et la vie privée .....	529
1. — Perquisitions .....	530
2. — Saisies .....	533
3. — Autres mesures contre la propriété et l'activité professionnelle .....	536
4. — Interception de correspondances émises par voie de télécommunication .....	537
D. — Les mandats du juge d'instruction .....	539
1. — Les divers mandats .....	540
a) Le mandat de comparution .....	540
b) Le mandat d'amener .....	541
c) Le mandat de dépôt .....	542
d) Le mandat d'arrêt .....	543
e) Mesures spéciales concernant les mineurs .....	545
2. — Les formes des mandats .....	545
3. — Les effets attachés aux mandats .....	546
a) Arrestation de l'individu .....	546
b) Détention provisoire .....	547
E. — Le contrôle judiciaire .....	547
F. — La détention provisoire .....	557
1. — La mise en détention provisoire .....	561
a) Les conditions de fond .....	562
b) Les conditions de forme .....	564
c) Les recours .....	567
2. — La durée de la détention provisoire .....	570
a) Les durées maximales fixées par la loi .....	570
b) Cessation anticipée .....	575
c) Demande de mise en liberté .....	576
3. — La détention provisoire après la clôture de l'instruction ..	583
4. — Régime et effets de la détention provisoire .....	587
5. — L'indemnisation possible en raison d'une détention provisoire .....	588
G. — Les mesures provisoires diverses .....	591
§ 2. — <i>Les pouvoirs d'instruction exercés par les auxiliaires du juge d'instruction</i> .....	592
A. — Les commissions rogatoires .....	593
1. — Personnes pouvant recevoir des commissions rogatoires ..	593
2. — Actes d'instruction pouvant faire l'objet d'une commission rogatoire .....	593
3. — Formes des commissions rogatoires .....	595
4. — Exécution des commissions rogatoires .....	595
B. — L'expertise .....	597
1. — Nomination des experts .....	598
2. — Déroulement de l'expertise .....	601

3. — Le rapport d'expertise .....	604
§ 3. — <i>Le contrôle des pouvoirs d'instruction</i> .....	606
A. — Contrôle par les parties .....	607
B. — Contrôle par le président de la Chambre d'accusation .....	608
C. — Contrôle par la Chambre d'accusation .....	609
1. — Contrôle de l'opportunité des actes d'instruction .....	609
2. — Contrôle de la régularité des actes d'instruction .....	611
a) Les causes de nullité .....	611
b) Mise en œuvre de la nullité .....	613
c) Effets de la nullité .....	618
d) Sanctions autres que la nullité .....	621
SECTION 3. — <b>Les pouvoirs de juridiction du juge d'instruction</b> .....	622
§ 1. — <i>Le domaine des pouvoirs de juridiction du juge d'instruction</i> ..	623
A. — Lors de l'ouverture de l'information .....	623
B. — Au cours de l'information .....	624
C. — A la clôture de l'information .....	626
1. — Les ordonnances de non-lieu .....	628
2. — Les ordonnances tendant au renvoi devant la juridiction de jugement .....	631
§ 2. — <i>Le contrôle des pouvoirs de juridiction du juge d'instruction</i> ..	633
A. — La notification des ordonnances du juge d'instruction .....	634
B. — L'appel contre les ordonnances du juge d'instruction .....	635
1. — Domaine d'application de l'appel .....	635
a) Droit d'appel du ministère public .....	636
b) Droit d'appel de la personne mise en examen .....	637
c) Droit d'appel de la partie civile .....	639
2. — Formes et effets de l'appel .....	640
C. — Le contrôle exercé par la Chambre d'accusation .....	643
1. — Conditions d'exercice du contrôle .....	643
2. — Ampleur du contrôle .....	647
D. — Régime spécial des poursuites criminelles .....	651
BIBLIOGRAPHIE .....	654
CHAPITRE 3. — <b>LE JUGEMENT</b> .....	661
SECTION 1. — <b>La saisine de la juridiction de jugement</b> .....	661
§ 1. — <i>Les procédés de saisine</i> .....	662
A. — Saisine par citation directe .....	662

B. — Saisine par ordonnance ou arrêt de renvoi .....	664
1. — Règles générales sur ce mode de saisine .....	664
2. — Règles spéciales à l'arrêt de mise en accusation .....	665
C. — Saisine par comparution immédiate ou convocation par procès-verbal .....	669
D. — Saisine par comparution volontaire .....	672
E. — Saisine d'office .....	674
F. — La sanction de certaines contraventions sans saisine d'une juridiction de jugement .....	675
§ 2. — <i>Les effets de la saisine</i> .....	681
SECTION 2. — <b>L'audience et les débats</b> .....	683
§ 1. — <i>Les caractères fondamentaux de la procédure à l'audience</i> ..	683
§ 2. — <i>La conduite des débats</i> .....	690
A. — L'instruction définitive .....	690
1. — Interrogatoire du prévenu .....	690
2. — Audition des témoins .....	692
3. — Autres éléments .....	696
4. — Mesures d'instruction supplémentaires .....	698
B. — Le réquisitoire et les plaidoiries .....	699
§ 3. — <i>Particularités de la procédure devant la Cour d'assises</i> .....	702
SECTION 3. — <b>La décision</b> .....	711
§ 1. — <i>Délibération sur la décision</i> .....	712
A. — Nécessité et formes de la délibération .....	712
B. — Le secret de la délibération .....	712
C. — L'objet de la délibération .....	713
§ 2. — <i>Formes de la décision</i> .....	723
§ 3. — <i>Sens et effets des diverses décisions</i> .....	728
A. — Les décisions avant-dire droit .....	728
B. — Les décisions d'incompétence .....	729
C. — Les décisions sur le fond .....	730
1. — Les décisions de relaxe ou d'acquittement .....	730
a) Fondement de la décision .....	730
b) Effets de la décision .....	731
2. — Les décisions d'exemption de peine .....	734
3. — Les décisions de condamnation .....	736
a) La décision sur l'action publique .....	737

b) La décision sur l'action civile .....	739
c) Les décisions d'irrecevabilité .....	743
BIBLIOGRAPHIE .....	744
CHAPITRE 4. — <b>LES VOIES DE RECOURS ET L'AUTORITÉ DE LA CHOSE JUGÉE</b> .....	748
SECTION 1. — <b>Les voies de recours</b> .....	748
§ 1. — <i>L'opposition et la purge de la contumace</i> .....	751
A. — L'opposition .....	752
1. — Les conditions de l'opposition .....	752
2. — Les effets de l'opposition .....	755
B. — La purge de la contumace .....	757
§ 2. — <i>L'appel</i> .....	758
A. — Les conditions de recevabilité de l'appel .....	759
1. — Les conditions de fond .....	759
2. — Les conditions de forme .....	764
B. — Les effets de l'appel .....	767
1. — Effet suspensif .....	767
2. — Effet dévolutif .....	768
C. — La procédure et la décision d'appel .....	774
§ 3. — <i>Le pourvoi en cassation</i> .....	777
A. — Le pourvoi en cassation dans l'intérêt des parties .....	778
1. — Les cas d'ouverture du pourvoi .....	778
2. — Les conditions de recevabilité du pourvoi .....	781
3. — Les effets et le jugement du pourvoi en cassation .....	794
B. — Les pourvois en cassation dans l'intérêt de la loi .....	806
C. — Les conséquences de la décision définitive .....	808
§ 4. — <i>Le pourvoi en révision</i> .....	809
A. — Les conditions du pourvoi en révision .....	809
B. — Procédure et jugement de la demande en révision .....	813
SECTION 2. — <b>L'autorité de la chose jugée</b> .....	816
§ 1. — <i>L'autorité de la chose jugée au criminel sur le criminel</i> .....	817
A. — Le principe et sa portée .....	818
B. — L'application du principe .....	819
1. — L'autorité des décisions des juridictions d'instruction .....	819
2. — L'autorité des décisions des juridictions de jugement .....	820

§ 2. — <i>L'autorité de la chose jugée au criminel sur le civil</i> .....	824
A. — Le fondement et les caractères de l'autorité de la chose jugée au criminel sur le civil .....	824
1. — Le fondement de l'autorité de la chose jugée au criminel sur le civil .....	825
2. — Les caractères de l'autorité de la chose jugée au criminel sur le civil .....	826
B. — Les conditions de l'autorité de la chose jugée au criminel sur le civil .....	827
1. — Les décisions répressives qui ont autorité de chose jugée .	827
2. — Les instances civiles qui subissent l'autorité .....	828
C. — L'étendue de l'autorité de la chose jugée au criminel sur le civil	828
1. — Les constatations de nature pénale .....	829
2. — Les constatations certaines et nécessaires .....	830
D. — Les applications pratiques de l'autorité de la chose jugée au criminel sur le civil .....	833
BIBLIOGRAPHIE .....	836
<b>Index des auteurs cités</b> .....	841
<b>Index alphabétique</b> .....	857
<b>Table des matières</b> .....	883



Georges Levasseur est professeur honoraire à l'Université Panthéon-Assas (Paris II)



Bernard Bouloc est professeur à l'Université Panthéon-Sorbonne (Paris I). Il a présidé le groupe de travail dont les propositions ont inspiré la réforme du 24 août 1993

La procédure pénale est l'ensemble des règles qui concernent l'organisation, le déroulement et le jugement du procès fait par la société au délinquant. S'il faut défendre les citoyens contre le crime, il est tout aussi indispensable de garantir les libertés de l'individu et les droits de la défense.

Après l'exposé des caractères généraux de la procédure pénale, qui comprennent aussi les principes résultant de la Convention européenne des droits de l'homme, une première partie examine tant l'action publique (tendant au prononcé de la peine) que l'action civile par laquelle la victime demande réparation de son préjudice.

La police judiciaire et les différentes juridictions, y compris la récente Cour de justice de la République, sont étudiées en une deuxième partie. Toutes les règles de compétence, internationale ou interne, font l'objet d'analyses.

La troisième partie traite, tout d'abord, de la décision de poursuite, puis de l'instruction préparatoire, du jugement et des différentes voies de recours. Les derniers développements sont consacrés à l'autorité de la chose jugée.

Étudiants et praticiens trouveront, dans ce Précis, un exposé complet d'une matière rénovée par les lois des 4 janvier et 24 août 1993, et aménagée par celle du 8 février 1995.

